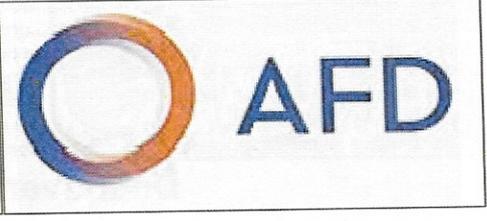
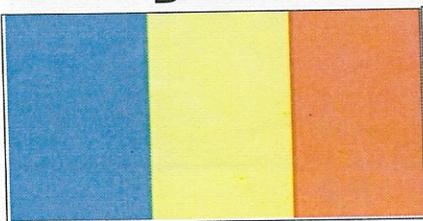


Bulletin spécial édité par le RJHDT avec le soutien du PASTOR dans le cadre de l'atelier d'information et de sensibilisation des journalistes et communicateurs sur l'apport de l'élevage dans l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD) au Tchad, tenu du 26 au 27 décembre 2018 à Mara.
Découverte N° 000 de janvier 2019 Distribution gratuite



Photo de famille

Développement pastoral : Les journalistes s'y mettent !



Editorial

Grand est le défi !

Les démarches ont été longues. Mais elles ont payé. Ne dit-on pas que la réussite est au bout de la patience ? Plus d'une année que l'idée est sur la table. Il a fallu le pragmatisme de certains cadres du ministère pour que notre vœu se concrétise. Du 26 au 27 décembre 2018, se sont déroulés à Mara les travaux de l'atelier d'information/sensibilisation des journalistes et communicateurs sur " la contribution de l'élevage dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Tchad". L'occasion a été donnée de mieux connaître et comprendre le monde de l'élevage et d'établir un pont entre les techniciens du secteur et le monde de la communication représenté à cette occasion par une quarantaine de journalistes, producteurs et reporters issus de la presse publique et privée tout support confondu, dont 10 des provinces. Les deux jours ont ainsi permis d'en savoir plus sur le fonctionnement du système de l'élevage, particulièrement celui des systèmes pastoraux. De l'avis même des intervenants et des participants, cela a été une réussite. Les espoirs placés en cette activité ont été à la hauteur des attentes.

Mais la satisfaction est relative. Car avec cette activité s'ouvrent d'autres défis qui attendent les journalistes qui n'ont pas désormais droit à l'erreur. Car avec les informations mises à leur disposition ils seront à même de contribuer significativement à étoffer le contenu de leurs productions. Cela éviterait, comme c'est le cas de nos jours, de relayer des fausses idées autour de ce secteur et de ceux qui l'animent : les éleveurs.

C'est incontestablement un grand pas qui est fait à l'endroit du monde de l'élevage. Cependant le chemin à parcourir reste long pour cerner les enjeux de cette composante essentielle de l'économie nationale. C'est à juste titre que l'atelier a jugé utile de mettre en place une feuille de route qui renferme les actions futures à mener avec tous les acteurs de l'élevage dans le but d'améliorer qualitativement la contribution des médias dans le développement de ce secteur, et par ricochet le développement du pays. La feuille de route accorde une bonne place aux renforcements de capacités des journalistes. Elle prévoit également la création des opportunités pour se frotter aux réalités. C'est le lieu d'appeler tous les acteurs au premier rang duquel le Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral (PASTOR), à accompagner le Réseau des Journalistes pour l'Humanitaire et le Développement durable au Tchad (RJHDT) dans cette œuvre.

Ce numéro édité spécialement à l'occasion de l'atelier est construit autour des contributions de tous les participants. Les temps forts de l'activité, les présentations ainsi que les réactions meublent ce numéro que vous avez entre les mains.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et une bonne et heureuse année 2019.

La Rédaction

Une quarantaine de journalistes et communicateurs venus des provinces du pays et de N'djamena ont été outillés du 26 au 27 décembre 2018 à Mara, localité située à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de la ville de N'djamena sur la problématique de « l'apport de l'élevage dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ». Cette opportunité a permis aux journalistes et communicateurs participants de cerner toute l'importance de la contribution de ce secteur porteur dans l'atteinte de ces ODD. Il y a fort longtemps ce secteur est mal connu et des stéréotypes telles que « les éleveurs tchadiens ne vivent pas de leur activité ! Ces derniers font un élevage de prestige en contemplant seulement leurs animaux au vu de leur nombre ! Ou encore ils sont des pauvres ne voulant pas dépenser pour se prendre en charge ! » leurs sont attribuées. Lors de cette rencontre, des éclairages sont donnés pour amener les journalistes à mieux informer et sensibiliser leurs auditeurs et lecteurs sur la réalité des choses. Plus spécifiquement, il a été question de fournir un aperçu sur le secteur, de mener une réflexion stratégique sur le développement du secteur de l'élevage dans le cadre des ODD, d'asseoir une dynamique d'échanges entre les acteurs du secteur des médias et de se questionner sur le rôle des médias et puis d'élaborer des messages clés en matière de sensibilisation du public sur le rôle catalyseur de l'élevage dans l'atteinte des ODD. En effet, le secteur de l'élevage tchadien contribue au Produit intérieur brut (PIB) et a le potentiel de générer à la fois une croissance fondée sur l'agriculture et la transformation socioéconomique envisagée notamment dans la déclaration de Malabo de juin 2014 sur l'accélération de la croissance et de la transformation de l'agriculture africaine pour une prospérité partagée et de meilleurs moyens de subsistance qui fait partie du cadre de l'agenda 2063 de l'Union Africaine. Au Tchad plus qu'ailleurs, l'élevage est un moyen de subsistance crucial surtout pour les populations rurales et revêt une importance stratégique majeure pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays. L'élevage est aussi pourvoyeur d'emplois et contribue à l'émancipation des hommes et des femmes grâce aux revenus générés par la vente des produits animaux. Dès lors, il apparaît clairement que l'atteinte des ODD passe nécessairement par l'élevage. C'est face au faible accompagnement des médias et guider par son souci de faire des journalistes des acteurs de développement et non des simples spectateurs se limitant à un traitement superficiel des événements (reportages des cérémonies) que le Réseau des Journalistes pour l'humanitaire et le développement durable au Tchad et le projet PASTOR (Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral) ont créé ce cadre d'échanges. Pour le coordonnateur du PASTOR M. Haroun Moussa, l'absence de communication a pour conséquence évidente la mal compréhension et occasionne incontestablement une perception négative sur les activités. Raison pour laquelle, à travers cet atelier, les participants ont été éclairés sur ce que représente véritablement l'élevage sur le plan économique, mais



aussi les réalités socioculturelles qui l'entourent. La contribution du secteur de l'élevage dans l'atteinte des objectifs du développement durable par le Tchad a été démontrée. « Nous nous souviendrons longtemps du climat convivial et le caractère interactif qui ont prévalu pendant les changes. Bravo pour ces efforts de dépassement et d'acceptation de l'autre » a reconnu M. Haroun Moussa à l'endroit des participants. En rappel, les objectifs du développement durable pourraient être regroupés en trois groupes : ceux qui décrivent les besoins et les aspirations de la population humaine (pas de pauvreté, faim zéro, bonne santé et éducation, égalité des sexes, inégalité globale et réduite et paix ainsi que la justice). Ceux qui décrivent les exigences environnementales de la planète (eau, énergie, système marins, terrestres et biodiversité puis climat) et enfin ceux qui décrivent des procédés souhaitables permettant d'atteindre un meilleur équilibre. Les 17 ODD qui prennent la suite des Objectifs du Millénaire pour développement durable (OMD) intègrent les trois dimensions du développement durable - économie, social et environnemental - et sont indivisibles. A retenir que le projet PASTOR se fixe comme objectifs de promouvoir une utilisation concertée et durable des ressources pastorales du Tchad en prenant en compte les besoins des populations locales, renforçant leur résilience face aux changements climatiques en zones pastorales et agro-pastorales, créant des emplois notamment pour la jeunesse et réduisant ainsi leur pauvreté. Il est mis en œuvre suivant quatre composantes.

Dingambeye Youssouf

	Mbodou Hassan
Directeur de publication	Gédéon Ngartowala,
Haroun Moussa (Coordonnateur PASTOR)	Ndomadji Ndogue,
Rédacteur en Chef Djibrine Nuh Alwali	Djasrabé Ndingamindoh
Coordonnateur Dingambeye Youssouf	Allako-as Mandibaye Djokoloum Manassé
Maquettiste Léon Le Grand	Ramadan Idriss Issa Brahim Tom Habib Louba- Hejide Séraphin
Ont collaboré à ce numéro Boudina David	Rémadij Victoria Al- Mardi Charfadine
Abdelkérim Ali	Mahamat Ousman Zoungou Mahamat Oumar Idriss

Développement pastoral

Au Tchad, cohabitent plusieurs systèmes d'élevage

Le thème intitulé « Les principaux systèmes d'élevage au Tchad » a été développé par Dr Pabamé SOUGNABE, Assistant au Programme Structurant de Développement Pastoral (PASTOR)

Dès l'entame de son exposé, Dr Pabamé SOUGNABE a procédé par un exercice qui consiste à relier 9 points disposés sous forme d'un carré sans soulever le stylo. Il explique le sens de cet exercice par le fait que chaque individu est formaté dans son « carré » (domaine) et pour se comprendre il faut sortir de son « carré » car pour relier les 9 points sans lever le stylo, il faut forcément sortir du carré. Pour éviter un langage de sourds, les techniciens de l'élevage et les journalistes, doivent sortir un peu de leur domaine pour comprendre l'autre. L'importance justement de cet atelier réside dans son aspect, échanges d'information qui a pour but d'outiller les journalistes, acteurs de développement sur les réalités du secteur d'élevage et afin que ces deniers puissent à leur tour informer la population sur ce secteur qui souffre de beaucoup de clichés.

Abordant la diversité des systèmes d'élevage au Tchad, il définit le système comme un ensemble d'éléments en interaction. Dans le cadre d'élevage, trois éléments interviennent dans son fonctionnement : l'homme, l'animal et les ressources (Eau et pâturage). Dr Pabamé SOUGNABE définit donc le système d'élevage comme « un ensemble d'éléments en interaction dynamique organisé par l'homme en vue de valoriser des ressources

par l'intermédiaire des animaux domestiques pour obtenir une ou plusieurs productions animales ».

L'Expert a par la suite énuméré les différents systèmes d'élevage au Tchad. Il y a d'après lui, deux grands systèmes d'élevage au Tchad : l'élevage pastoral et l'élevage sédentaire ou fixe. Dans l'élevage pastoral, il existe des sous-groupes qui sont entre autres : le pastoralisme nomade, la pastoralisme nomade à point fixe, la transhumance et l'agropastoralisme. De même, dans le système sédentaire, on retrouve plusieurs sous-groupes : l'agro-élevage, l'élevage semi-intensif (fermes autour des villes) et l'élevage intensif de la volaille (autour des villes).

Pour permettre aux journalistes de bien comprendre la différence entre ces différents systèmes, Dr Pabamé SOUGNABE a donné quelques explications.

Le pastoralisme nomade est le système où l'éleveur n'a pas de résidence fixe. Quant au pastoralisme nomade à point fixe, la résidence est fixe mais les troupeaux sont mobiles, pas d'agriculture. Si davantage l'éleveur à point fixe associe l'agriculture, il s'agit de l'agropastoralisme. La transhumance qui est avant tout, un système pastoral se distingue du reste par la forme et le

rhythme de sa mobilité qui se fait de manière cyclique sur une base annuelle entre deux points : A (dit terroir d'attache) et B (dit terroir d'accueil) avec retour chaque année (sans cas de force majeure) au point A.

Parlant du système fixe, l'agro-élevage est le système d'élevage des agriculteurs qui capitalisent dans les animaux. Leurs animaux sortent qu'exceptionnellement du terroir villageois. Quant aux élevages intensifs ou semi-intensifs, ce sont des élevages périurbains où les acteurs investissent davantage sur l'alimentation, la santé avec éventuellement l'introduction des races exotiques.

Pour conclure cette partie, Dr Pabamé SOUGNABE a fait remarquer que pour la suite de ses interventions, il va plus s'appesantir sur le système d'élevage pastoral car il renferme environ 80% du cheptel tchadien, fait vivre 40 % de la population et contribue à hauteur de 30 % au PIB agricole et 14-20 % au PIB national. Sa part dans l'exportation varie de 30 à 50 % et plus de 80 % des animaux exportés par le pays proviennent du système pastoral.

Gédéon Ngartowala,
Le Sahel

Système d'élevage pastoral :

Des ressources, l'homme et l'animal, trois piliers interdépendants

« Les piliers du système d'élevage pastoral », le 2ème thème présenté par Dr Pabamé SOUGNABE, Assistant Techniques au PASTOR le 26 décembre 2018, lors de l'atelier de sensibilisation et d'information tenu les 26 et 27 décembre 2018 au Centre de Formation à Mara, localité située à environ 15 Km de N'Djaména, à l'intention des Journalistes et Communicateurs venus de provinces et ceux de N'Djaména, dont le thème central est : « apport de l'élevage dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) »

Dans son exposé, Dr Pabamé SOUGNABE, a tout d'abord défini le Sahel comme « une bande de terre de 400 Km à 600 Km de largeur qui s'étend d'Est en Ouest au Sud du Sahara sur une distance d'environ 6 000 Km et où la pluviométrie annuelle varie de 100 mm au nord jusqu'à 600 mm au sud ». Cette bande se caractérise également par ses collines de sable qui alternent avec des zones de dépression dominées par des arbres épineux bien adaptés aux zones arides.

Abordant le système pastoral, Dr Pabamé SOUGNABE mentionne qu'il existe trois piliers : les ressources (combinaison entre eau et pâturage), l'animal (troupeau) et l'homme. « Ces trois piliers sont inséparables et la mise en relation de ces éléments permet au système de fonctionner » a-t-il précisé. Selon lui, dans le système pastoral le pilier « animal » est constitué d'un troupeau parce qu'un Pasteur par définition est un éleveur de ruminants qui sont conduits sur pâturage en troupeau.

Dr Pabamé SOUGNABE a ensuite expliqué les interactions qui existent entre les trois piliers. Pour le pilier « ressources », au Sahel d'une manière générale, la disponibilité des ressources pastorales dépend de la dynamique de la végétation, elle-même conditionnée par les variations des pluies. Cependant, contrairement à ce que pense beaucoup des gens, l'interaction entre les animaux et la végétation n'est pas toujours négative. En éliminant la biomasse morte en fin de saison

sèche, les animaux favorisent la préparation de la terre qui fournira de nouveaux herbages; les animaux jouent un rôle de fertilisation naturelle des sols (recyclage organique), et de facilitation de la pénétration de l'eau dans les sols par le piétinement (en cassant les croûtes de battances); la mobilité pastorale permet aussi le transport de graines pour l'accroissement de la biodiversité végétale; les ruminants favorisent la germination des graines des arbres du Sahel (levée de la dormance) et enfin les animaux au Sahel jouent un rôle dans la fixation du carbone (transferts du carbone aux sols par les excréments) et améliore donc ainsi le bilan de l'émission des Gaz à Effets de Serre (GES).

Par ailleurs, les plus grands risques de dégradation se produisent lorsque la mobilité des animaux est restreinte, par exemple dans le cas des enclaves pastorales pendant l'hivernage mais aussi en début de saison des pluies, s'il y a une concentration sur les jeunes repousses ou pendant la fructification, il y a un risque de consommation des graines et empêcher les herbes de repousser l'année suivante.

Quant au pilier « troupeau », il est composé souvent des animaux de différentes espèces, classes d'âge et de sexe. Les animaux subissent les effets des déséquilibres saisonniers : ils gagnent de poids en période d'abondance (saison des pluies) et les perdent en saison de disette (fin de saison sèche). Par ailleurs, il a fait remarquer que

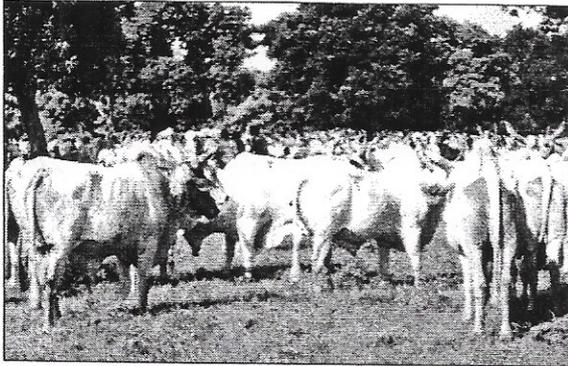
dans un troupeau, tous les animaux n'appartiennent pas à l'éleveur, il y a des animaux appartenant aux membres de sa famille, mais aussi des animaux confiés par les parents et amis. En plus, le troupeau est un capital précaire qui peut disparaître à cause de la mortalité et en plus, sa croissance surtout pour les troupeaux de gros bétails est très lente. Enfin l'Assistant Technique a mentionné que la taille du troupeau est limitée naturellement au Sahel par les conditions d'abreuvement en saison sèche qui imposent à l'éleveur des limites quant à la taille de son troupeau.

Enfin, abordant le pilier « famille », Dr Pabamé SOUGNABE signale qu'il existe une relation d'équilibre entre la taille du troupeau et celle de la famille. La famille doit compter suffisamment de membres pour s'occuper du troupeau. En retour, le troupeau doit avoir une taille suffisante pour faire vivre la famille. Il existe également un ratio de 3 UBT/personne/an (Unité Bétail Tropical équivalent de : 1 dromadaire, 0,75 bovin et 0,15 Ovins/capris) en dessous duquel, l'éleveur ne peut plus vivre de son troupeau. En plus de ce seuil vitale, il est important d'apprécier la taille d'un troupeau vitale à travers sa composition, c'est-à-dire la structure par espèces et selon les âges et les sexes.

Ndomadi Ndodegue,
journal L'info (ATPE)

L'élevage : un secteur vital de l'économie nationale à développer

Pour mieux comprendre la place de l'élevage dans l'économie tchadienne, l'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage du PASTOR, M. Rémy Courcier a fait la situation sur les évolutions des effectifs de ruminants et leur apport dans le Produit Intérieur Brut (PIB) ainsi que la place de l'élevage dans le budget de l'État.



Selon M. Rémy Courcier, en 45 ans, les effectifs de ruminants élevés au Tchad ont été multipliés par 6,5, alors que la population tchadienne n'a été multipliée que par 3,5. Des interventions de M. Rémy Courcier, il est à savoir que les petits ruminants ont été pratiquement multipliés par 10, les camelins par 16 et les bovins ne représentent plus que 55% du total des ruminants en UBT (Unité de Bétail Tropical) alors qu'ils ne représentaient que 75,5% lors du recensement de 1970 (élevage des agriculteurs-éleveurs agropasteurs et élevage camelin fortement augmentés). Pour M. Rémy Courcier, l'économie nationale se mesure par le Produit Intérieur Brut (ndlr : la valeur en francs CFA de tout ce qui est produit par le pays) réparti en trois secteurs notamment primaire, secondaire et tertiaire. Ainsi ce dernier observe que le PIB national a été multiplié par plus de 4 en 14 ans (pétrole après 2004+ quasi doublement de la population en 15 ans+ inflation). Selon les rapprochements faits par M. Rémy Courcier, les valeurs des productions d'élevage et cultures vivrières restent toujours équivalentes ainsi que la production pétrolière (2017) « chacune représentant 15 à 20 % du total du PIB, dit-il. Ainsi le secteur primaire qui renvoie aux productions (agriculture, élevage, pétrole) chiffre à lui seul, plus de trois mille milliards (49%) de francs CFA d'où une grande part résulte de ressources générées par l'élevage. Vient ensuite le secteur secondaire qui se résume en la transformation des produits (coton, raffinerie, construction,...) qui s'évalue à moins de mille milliards (14,6%). Enfin se range le secteur tertiaire ou les services (commerce, transports communication, hôtellerie,...) en deuxième position par rapport au pourcentage du PIB avec plus de deux mille milliards (34,4%) de francs CFA. Selon le « Rapport technique de cadrage macro-économique et budgétaire 2018-2021 » du Ministère des Finances et du Budget - 2018, la production élevage-sylviculture-pêche est estimée à 934 milliards FCFA/an, la production nationale totale (PIB) à 6 385 Milliards de FCFA/an, les importations (18,5% du PIB) soit 1 155 Milliards de FCFA/an et les dépenses de l'État à 873 Milliards de FCFA/an. Abor-

nant la question des principales ressources pour le budget de l'État Tchadien, l'assistant technique à la maîtrise d'ouvrage a fait comprendre aux journalistes et communicateurs que l'élevage fait engranger d'importantes sommes à l'État par la perception des taxes sur les abattages, les ventes dans les marchés à bétails et les exportations du bétails sur pied. Malheureusement regrette-t-il le secteur de l'élevage est « sous-financé ». Pour M. Rémy Courcier, il n'y a aucune estimation officielle en dehors des enregistrements des abattages et des exportations qui sont très sous déclarés à cause des taxes « obligatoires », cependant souvent évitées. « En utilisant les effectifs du Recensement Général de l'Elevage, (RGE) et les taux d'exploitations cités par le PNDE2 2017 et un taux de viande égal à 50% du poids vif on peut estimer la production nationale de viande de 567 000 t/an », a-t-il présenté.

De ce qu'il faut comprendre des exportations du cheptel tchadien, M. Rémy Courcier a relevé que les exportations sont dominées par les ventes au Nigeria estimées de 520 à 700 000 bovins à partir des achats et abattages enregistrés au Nigeria. « Considérant 220 kg de poids vif / bovin exporté on peut estimer l'exportation à 77 000 t/an de viande bovine/an, en ajoutant les autres pays (RCA, Cameroun, Soudan, Lybie) et les petits ruminants et camelins on peut se rapprocher de 250 000 à 300 000 t/an » a-t-il souligné avant d'ajouter que par ailleurs « si l'on soustrait la consommation nationale estimée (150 000 t/an) à l'estimation de production totale 567 000 t/an, la viande exportée totale est estimée à plus de 400 000 t/an soit 70% de la production nationale ». Mais selon l'exposé de M. Rémy Courcier, le secteur de l'élevage est une des forces économiques du pays et mérite plus d'appuis pour son développement.

Djasrabé Ndingamndôh

Le Visionnaire

Intensification de l'élevage au Tchad : Plusieurs facteurs y contribuent

« Les possibilités d'intensification de l'élevage au Tchad » est le thème exposé par Dr Bouzabo Patchili à l'atelier de sensibilisation et d'information des journalistes et communicateurs sur l'apport de l'élevage dans l'atteinte des ODD au Tchad, tenu du 26 au 27 décembre 2018 à Mara.

D'après Dr Bouzabo Patchili, les facteurs qui entrent en jeu dans l'intensification de l'élevage au Tchad sont entre autres : la vaste étendue du territoire et de son aménagement en faveur de l'élevage ; l'existence des cours d'eau et de diverses infrastructures pastorales ; la maîtrise de la politique énergétique ; des intrants et des équipements. L'intervenant d'ajouter que « pour l'intensification de l'élevage, il faut promouvoir la profession vétérinaire, valoriser les produits de l'élevage, renforcer les capacités organisationnelles des techniciens de l'élevage et des éleveurs eux-mêmes et accorder des subventions aux éleveurs et agriculteurs. »

Dr Bouzabo Patchili de souligner qu'« au Tchad, l'élevage constitue le principal potentiel, en matière de garantie pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations. Le système d'élevage dominant est de type traditionnel, basé sur l'exploitation presque exclusive des ressources alimentaires naturelles. 80% du cheptel tchadien appartient à ces systèmes pastoraux (sédentaire, transhumant, nomade). Mais depuis peu, un système fermier est en développement autour des villes. »

Dans son exposé, Dr Bouzabo Patchili a fait savoir aux journalistes et communi-

cateurs que le cheptel tchadien est numériquement important. Il indique que les résultats provisoires du Recensement Général de l'Elevage (RGE, 2015), affichent plus de 94 millions de têtes répartis par espèce, Bovins : 24,8 millions de têtes, soit 26,4% de l'effectif total du cheptel national, Ovins : 26,5 millions de têtes soit 28,2% ; Caprins: 30,8 millions de têtes soit 32,7% ; Camelins: 6,4 millions de têtes soit 6,8% ; Equins: 1,1 millions de têtes soit 1,1% ; Asins: 2,8 millions de têtes soit 3,0% ; Porcins: 1,7 millions de têtes soit 1,8%.

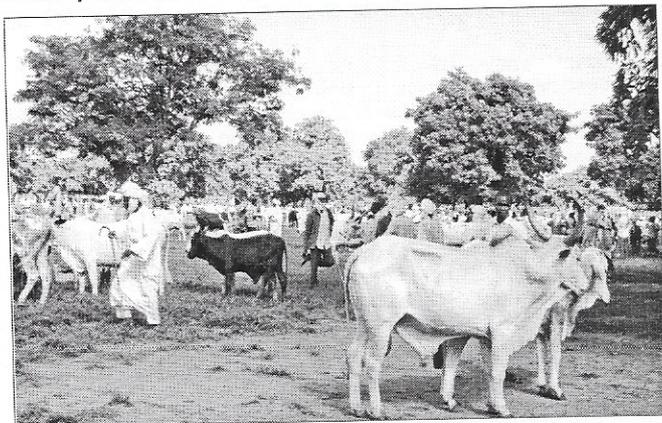
L'élevage talonne le pétrole

Dr Bouzabo Patchili de faire remarquer que « l'élevage a une importance socio-économique avérée. Il est la deuxième source de revenus après le pétrole. Sa part dans le PIB Agricole est de 53% et 18 % du PIB national. Son capital productif est estimé à près de 5000 milliards de FCFA, et est à l'origine d'un flux monétaire annuel de plus de 155 milliards de FCFA. L'élevage occupe 40 % de la population active et fait vivre plus de 70 % de la population rurale en procurant une source de revenus à la frange la plus défavorisée au point de vue productions végétales. » A en croire Dr Bouzabo Patchili, la conception et la mise en place des systèmes d'élevage adaptés aux conditions écologiques et climatiques a permis donc de mieux valoriser les ressources pastorales d'un patrimoine constitué d'une réserve de plus de 84 millions d'hectares de pâturages naturels.

Allako-as Mandibaye Radio Sarh

La santé animale : Une préoccupation de l'heure

Les participants à l'atelier ont eu droit à une présentation sur la santé animale au Tchad. La situation y relative ainsi que le cadre législatif et réglementaire sont passés en revue par l'intervenant, Dr Mallah Abakar Al-hadj



On peut retenir de cette présentation que le ministère de l'élevage, détaché depuis 1980, a fait ses premiers pas avant même l'indépendance du Tchad, avec la création en 1952 du Laboratoire de Farcha dans le cadre de l'Institut d'Élevage de médecine vétérinaire des pays tropicaux (IEMVT). La Santé animale constitue le fondement de la mission dudit département, ce qui a permis l'éradication de certaines maladies comme la Peste bovine et le contrôle de la PPCB, PPR, les

deux charbons et la pasteurellose.

Le ministère dispose d'un organigramme bien structuré, comprenant des directions techniques. Placée sous la tutelle de la Direction Générale du Ministère puis de la Direction des services vétérinaires, la santé animale, explique Dr Mallah Abakar Al-hadj est ancrée au sein de la Sous-direction santé animale. La Sous-direction santé animale est composée de deux Divisions et de quatre Services techniques, s'occupant notam-

ment de la lutte et de la surveillance des maladies animales, de la législation et du contrôle des mouvements des animaux

A chaque direction, division et service technique, sont dévolues des attributions précises. Toutes se complètent dans leur mission globale qui est d'abord scientifique dans l'appui à la recherche, puis économique avec l'augmentation de la production et de la productivité du cheptel animalier du pays. Par conséquent, tout ce travail fait de l'élevage un secteur qui contribue régulièrement au PIB, à la richesse et donc à la croissance économique, soutient l'intervenant.

Les enjeux liés à la santé animale relatifs surtout aux vaccins, au contrôle, à la surveillance épidémiologique et aux stratégies d'éradication de certaines maladies récurrentes comme la peste bovine ont été également abordées.

Cette intervention a suscité des questions. Les journalistes voulant comprendre mieux les contours du sujet, se sont appuyés sur des constats liés à

certaines pratiques qui se faisaient sur le terrain. L'orateur a notamment été questionné sur l'exercice de la profession des vétérinaires, leur absence dans des aires d'abattage ou encore sur la tendance chez les éleveurs à soigner eux-mêmes leurs animaux. D'autres ont soulevé des difficultés dans la conduite des campagnes de vaccination et certaines formes de réticence observées chez les éleveurs. Face à toutes ces interrogations, Dr Mallah Abakar Al-hadj appuyé par les autres cadres du ministère, au rang duquel le Directeur Général Adjoint du ministère Dr Mbaidingatoum Fidèle Molele, ont apporté des éclaircissements. Au delà des réponses, les contributions des uns et des autres ont enrichi les échanges et « étanché la faim et la soif » des journalistes sur cette question précise.

**LOUBA-HEINDE
Séraphin, M M T
& REMADJI Victoria,
Fm Oxygène**

Commercialisation : Une peine aux déterminants multiples

« La commercialisation des produits animaux à l'étranger est toute une chaîne qui se fait d'une manière très pénible avec des intermédiaires quelques fois malhonnêtes », confie M. Haroun Moussa, Coordonnateur du PASTOR et intervenant.

La pratique de la commercialisation du bétail sur pieds a atteint son paroxysme dans les années 70 avec l'exportation de bovins vers la RCA et le Congo Brazzaville. Selon le coordonnateur du Pastor, M. Haroun Moussa, les praticiens empruntaient l'ancienne « voie fédérale » qui reliait par camion la ville de Sarh à celle de Bangui (RCA) et poursuivait sa descente vers Brazzaville et Pointe-Noire via le fleuve et le chemin de fer. A cela s'ajoutent les flux en direction du Cameroun et du Nigeria. Vers les années 90, l'on constate une chute brutale des exportations de bovins tchadiens vers la RCA, du fait du blocage de la voie fédérale de 43% en 1993 à 14% en 2000 (ANDE), 2000 cité par Kadekoy-Tigague, 2001. Ceci à cause des conflits au Congo et en RDC et le développement de l'insécurité au Nord de la RCA. Ce qui oblige les com-

merçants de bétail à se tourner vers les principaux marchés de Nigeria et du Cameroun. Un réseau de commerçants organisé possédant des relais sur les marchés transfrontaliers d'Adoumi (Nord-Cameroun) et de Mubi (Nigeria) s'est mis en place. La présentateur s'est intéressé aussi aux caractéristiques de la commercialisation, à la diversité des marchés à bétail et à leur circuit. Cette activité est caractérisée par la présence des différents types de marchés. L'existence des circuits généralement longs et complexes et une multiplicité d'intermédiaires. Cependant toute une diversité d'acteurs intermédiaires intervient dans la commercialisation de Bétail. Les éleveurs, acteurs essentiels sont assistés obligatoirement par des garants communément appelés « damines ». L'on distingue les « vrais commerçants » : collecteurs revendeurs et ex-

portateurs, et le corps des intermédiaires : Dallal/Sabbaba, Kaftara, Anafoga. A ceux-là s'ajoutent les convoyeurs, maillon fort du Système et les transitaires agréés, prestataires indispensables.

Suivant les itinéraires, les animaux arrivent au marché de Moubi après 27 à 28 jours de marche. Le retapage des animaux avant leur mise au marché et une transaction par-dessus de commerçants exportateurs.

Bien qu'édifiante, la présentation a suscité des questions. Certaines ont porté sur des éclaircissements, d'autres sur la non fiabilité des données en matière d'exportation. Certaines pratiques dans beaucoup de localités (provinces) ont été évoquées par les participants.

**Djokoloum Manassé,
Fm Liberté**

Elevage-ODD:

L'un conditionne l'autre

L'élevage, un pilier de l'économie nationale. Le cheptel tchadien compte 93 millions de têtes de bétail selon le Recensement Général d'Elevage (2012-2015). Ce chiffre montre le rôle que peut jouer l'élevage dans le dynamisme de l'économie tchadienne. La maîtrise du secteur par les autorités et les acteurs eux-mêmes permet non seulement de renforcer l'économie mais d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce thème, développé par M. Remy Courcier du PASTOR, a été au menu de l'atelier.

Les Objectifs de Développement Durable sont regroupés en trois groupes : ceux qui décrivent les aspirations de la population humaine ; ceux qui décrivent les exigences environnementales et de la planète. Et ceux qui décrivent les procédés souhaitables permettant d'atteindre un meilleur équilibre. L'importance et la contribution de l'élevage dans l'atteinte des ODD se trouvent dans chacune de ces ramifications.

C'est un secteur pourvoyeur d'emplois et contribue à l'émancipation des hommes et femmes grâce aux revenus générés par la vente des produits animaux. Parmi les éleveurs, rares sont des pauvres et des miséreux. Même les agriculteurs pauvres sortent de la misère grâce à leur petit élevage. En finir avec la pauvreté est un principe fondamental des ODD.

En finir avec la faim

Les agriculteurs gèrent leur soudure en vendant poulets, cabris et moutons pour acheter des céréales. La commercialisation

et L'autoconsommation de lait aident les pasteurs à subvenir à leurs divers besoins et les ventes.

Les pratiques de consommation et de production des éleveurs n'exigent pas l'utilisation de ressources non renouvelables (énergie, eau, ...), ne détruisent pas les ressources naturelles et ne polluent pas. L'élevage permet à cet effet une croissance économique, soutenue, partagée et durable. Aussi, Les éleveurs exploitent mais respectent les écosystèmes. Ils ne déboisent pas. Même s'ils coupent certaines branches, leur impact sur les pâturages est neutre ou positif (dissémination des semences, fertilisation, ...). Bilan, carbone équilibré. L'élevage se pratique dans un écosystème terrestre préservé et restauré.

La production animale venant surtout de l'élevage pastoral est pour le Tchad une richesse qui fait vivre une part importante de la population (40% de la population totale : pasteurs, agro-pasteurs, commerçants bou-

chers, grilleurs, fonctionnaires grâce aux taxes...). Une source de nourriture stable, de qualité et pas chère pour la population. Un système de production naturel, durable et neutre en termes de gaz à effets de serre, ne produisant aucune pollution.

L'élevage permet surtout une exportation de grande ampleur qui est garantie sur le long terme par les capacités de paiement des populations voisines (Nigeria Cameroun, RCA, Congo, Lybie, Egypte pays pétroliers...) et par l'ampleur de certaines zones qui ne se réduisent que lentement et qui pourront être renforcées par des intensifications des productions fourragères.

Le développement du secteur de l'élevage permet d'inscrire le Tchad sur la droite ligne d'un développement qui prend en compte le respect de l'homme et de son environnement contrairement au pétrole.

Al-mardi Charfadine Ousman
(Tchadinfos.com)

Développement pastoral au Tchad :

Plusieurs actions sont en cours

La compréhension du système d'élevage et ses enjeux ne sont pas les seuls éléments à l'ordre du jour de l'atelier. D'autres importantes informations comme celles relatives aux actions en cours pour le développement pastoral ont été mises à la disposition des participants. La présentation y relative a été faite par M. Haroun Moussa, Coordonnateur du PASTOR.

Nombreuses sont les initiatives et actions que déploie le gouvernement avec l'accompagnement de ses partenaires, dans le souci de développer le secteur de l'élevage. Derrière ces actions, il existe une réelle volonté politique afin d'accroître les investissements dans le sous-secteur ; volonté illustrée par l'inscription de l'élevage sur la liste des huit domaines d'investissements prioritaires du pays, note l'intervenant. Comme autres opportunités, il voit la disponibilité des bailleurs de fonds à appuyer le sous-secteur de l'élevage et l'existence de débouchés. Le Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE1 2010-2017 et PNDE2 2017-2021) et la Stratégie Nationale de Développement Pastoral sont au rang des documents de politiques et stratégiques mis en place à cet effet. Ceux-ci sont matérialisés par des projets et programmes, dont certains sont déjà dotés, chacun ayant apporté des actions de réponse en faveur du développement pastoral. C'est le cas du PASEP financé par un consortium de bailleurs (BAD, OPEP et BADEA) à hauteur de 24,14 millions UC, du PAFIB (2009-2013) financé par l'Union européenne pour un total de 6,5 millions d'euros, du Projet d'Appui à la Gestion des Ressources Pastorales au Tchad (2010-2011) financé par la FAO à hauteur de 360 millions de dollars et du Projet d'Etude Cartographique des Axes de Transhumance (2010) financé par le fonds sur les facilités des Etats fragiles de la Banque Africaine de Développement (BAD).

De tous les projets et programmes exécu-

tés, l'intervenant M. Haroun Moussa en tire plusieurs leçons. «La finalité est d'améliorer l'environnement global du secteur, et l'évaluation des actions dotées laisse apparaître des effets positifs mais leurs impacts sont globalement mitigés en termes d'augmentation des revenus des éleveurs et de contribution au développement économique et social du pays,» poursuit-il.

Le relai a été pris par d'autres projets et programmes en y apportant un plus. C'est le cas du PASTOR, PRAPS et PIRPT. Financé conjointement à hauteur 28 millions d'euros entre UE, l'AFD et l'Etat tchadien sur la période 2015- 2022, le PASTOR vise à promouvoir une utilisation concertée et durable des ressources pastorales au Tchad en prenant en compte les besoins des populations locales, renforçant leur résilience face aux changements climatiques en zones pastorales et agro-pastorales, créant des emplois notamment pour la jeunesse, et réduisant ainsi la pauvreté. Le PASTOR intègre à ce titre un appui à la consolidation de cette dynamique de construction conjointe des politiques de développement pastoral au Tchad. Le PRAPS de son côté vise à améliorer la résilience des moyens de subsistance des sociétés pastorales exposées à la sécheresse au Tchad, en particulier dans la zone sahélienne. Il s'étale sur la période 2015-2021, sur financement de la Banque Mondiale à hauteur de 45 Millions de dollars. L'autre projet de taille est le PIRPT, financé sur les ressources du FAD XII, pour un montant de 10.4 millions d'UC dont 50% de prêt et 50% de don. Il a pour objectif

d'améliorer les conditions de vie des populations transhumantes et sédentaires de la zone d'intervention ciblée, à travers l'amélioration de l'accès aux infrastructures et ressources pastorales (puits, mares, couloirs de transhumance, périmètres pastoraux) et aux services sociaux de base, intégrant la santé animale, l'éducation des enfants nomades et la santé maternelle et infantile (école nomade, dispensaire, magasin de stockage, unité de transformation de produits d'élevage, parc à vaccination, point d'eau). Le projet RGE, lui, vise l'amélioration de la production et de l'utilisation au Tchad des statistiques d'élevage par la réalisation du Recensement Général de l'Elevage (RGE) et la mise en place d'un Système Permanent de Statistiques d'Elevage (SPSE). Il s'agit d'actualiser les données structurelles sur l'élevage du pays, en liaison étroite avec les questions de pauvreté et de sécurité alimentaire.

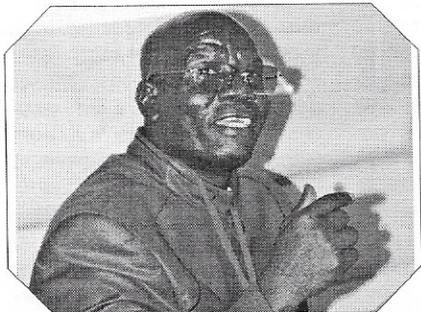
Les initiatives en cours de formulation comme le programme d'appui à la filière cameline et le programme d'appui au développement de l'Aviculture familiale, les causes à l'origine des résultats variables, les conditions d'exécution, la plus-value apportée par chaque programme/projet ainsi que leur complémentarité ont permis aux journalistes d'avoir une visibilité assez claire des actions en cours en faveur du développement de l'élevage.

Djibrine Nuh Alwali,
RJHDT

Entretien :

« Les médias sont des acteurs majeurs dans le processus de développement de l'élevage »

Dans cette interview-bilan, le Coordonnateur du Pastor (Programme d'appui structurant de développement pastoral), M. Haroun Moussa fait un tour d'horizon sur les activités réalisées par le projet et les perspectives. Il exhorte les journalistes et communicateurs à s'approprier le système pastoral afin d'informer objectivement le public pour le bonheur des Tchadiens et de leur pays.



Quelle analyse faites-vous du travail des médias dans le domaine pastoral ?

Pour nous, les journalistes et les communicateurs sont des acteurs majeurs dans le processus de développement en général et le développement de l'élevage en particulier. Acteurs majeurs dans le sens où ils participent à travers la transmission des messages, qu'il s'agisse des messages en termes d'organisation du secteur ou des messages techniques techniques qu'ils auront à recevoir des services du Ministère en charge de l'élevage.

Après cet atelier, qu'attendez vous des journalistes ?

Je ne vais pas vous dire qu'on attend d'eux leur mobilisation simplement pour la couverture médiatique. Nous voudrions travailler ensemble avec cette catégorie d'acteurs. Qu'ils nous aident vraiment à véhiculer les messages qui participent à la transformation du secteur de l'élevage.

Depuis quand le PASTOR existe et quel est le chemin parcouru ?

Le PASTOR existe depuis la signature des conventions de financement. Je profite pour rappeler que le PASTOR bénéficie d'un financement conjoint entre l'Union européenne, l'Agence Française de développement (AFD) et la République du Tchad. La convention de financement avec l'Union européenne a été signée le 20 novembre 2015 et celle avec l'AFD est intervenue le 07 juillet 2015.

S'agissant du chemin parcouru, je peux dire qu'on est à mi-chemin. Nous venons de terminer la contractualisation avec les opérateurs qui sont retenus pour la mise en œuvre des activités au profit des bénéficiaires que sont les agriculteurs, les agro-pasteurs et les pasteurs. Je dois vous dire que les modalités contractuelles de mise en œuvre prévoient la mobilisation des consortia d'ONG via la signature de contrat de subvention, évidemment à ceux qui sont retenus suite à l'appel à propositions lancé à l'effet. Donc, lorsque je dis mi-chemin c'est parce que la durée opérationnelle du Programme PASTOR est de 6 ans ; Pour ce qui est des projets provinciaux, il a été estimé des durées variables mais réalistes pour une mise en œuvre efficace. Ces durées vont de 44 à 48 mois. Tous les 4 projets qui bénéficient de contrat de subvention et qui participent à l'exécution du Programme de manière générale s'inscrivent dans ces durées. Donc, nous disposons du temps nécessaire pour atteindre les objectifs.

Pourriez vous parler de l'état d'avancement de mise en œuvre du PASTOR ?

Pour me répéter, la mise en œuvre des actions sur le terrain est confiée à un consortium d'ONG. Celui-ci est censé démarrer à la signature du contrat de subvention. Vous allez entendre par moment parler du Projet PASTOR SUD ; le contrat de subvention a été signé avec le consortium le 19 octobre 2017, et à partir de cette date, il faut compter 46 mois pour la mise en œuvre des actions. Le projet a démarré déjà quelques temps. Tout ce qui nécessaire en termes d'ingénierie sociale est en cours. L'identification des sites a démarré et se poursuit. Il y aura des ouvrages hydrauliques à réaliser, des actions de renforcement des capacités des acteurs à développer, etc. A propos de l'identification des sites, nous attirons l'attention des opérateurs, puisque cela doit se faire de manière rigoureuse afin que cela ne puisse pas occasionner des problèmes. L'objectif du PASTOR c'est d'apporter des réponses à une partie des problèmes. Notre manière de faire ne doit pas occasionner des difficultés.

Pour le PASTOR CENTRE, le contrat de subvention a été signé le 20 juin 2018, environ 6 mois. Actuellement, le chef de projet, les superviseurs et les animateurs sont recrutés et opérationnels. Ils ont démarré par l'état des lieux de la zone d'intervention pour pouvoir planifier la mise en œuvre des actions.

Pour l'Est, nous venons de procéder au lancement officiel le 06 décembre 2018 du projet Est-sud dont le contrat de subvention a été signé le 04 juillet 2018 pour une durée de 44 mois. Ce projet couvre les provinces du Ouaddaï, de Sila et de Salamat. Bref l'équipe opérationnelle est en place. Il y a également le projet Est-nord qui couvre les provinces de Ennedi Est, Ennedi Ouest et Wadi Fira dont le contrat de subvention a été signé le 16 novembre 2018.

Quelles sont alors vos perspectives ?

Les perspectives pour nous, c'est d'assurer le suivi régulier de la mise en œuvre par ces opérateurs. C'est l'un des enjeux, car de la qualité de suivi dépendra le succès que l'on pourrait estimer.

Quelle leçon tirée de ce parcours ?

On n'est sur une innovation. Jamais, un projet porté par le Ministère de l'Elevage et la mise en œuvre opérationnelle assurée par les ONG n'a existé. C'est une première. Je ne dis pas que ça n'existe pas d'autres ministères. La difficulté a été celle de trouver des consortium d'ONGs qui rassurent la mise en œuvre. Des propositions (demandes de subvention) sont reçues suite à l'appel à propositions lancé par le Ministère de l'Economie et de la Planification de Développement, ordonnateur national du FED ; Suite à l'évaluation faite par un comité mis en place à l'effet, un consortium est présélectionné et proposé pour chaque lot pour l'octroi de subvention. Il est arrivé des situations où les propositions faites par le comité d'évaluation n'ont pas été approuvées à cause d'incertitudes et du coup, le lot est rendu infructueux. Un autre appel à propositions fût lancé. ça été une épreuve assez difficile pour nous, heureusement, on est

arrivé et tout ce qui est arrêté comme budget pour l'octroi de subvention a été engagé avant la date limite de contractualisation qui est prévue au 19 novembre 2018.

Donc vous attendiez que les médias soient impliqués dans vos prochaines actions ?

On ne peut pas continuer à inviter les médias qu'à l'occasion d'une cérémonie. D'ailleurs, il faut le dire, de fois on est pas content parce que dans la précipitation mais aussi du fait que les journalistes ne maîtrisent pas les vocabulaires et ne connaissent pas le contexte, ils disent des choses qui ne sont pas celles qui devraient être dites. Qu'ils participent plutôt à des échanges structurés comme on est entrain de penser. Il va falloir qu'on arrive à asseoir des échanges structurés mais aussi réguliers pour nous permettre de comprendre les phénomènes qui caractérisent l'élevage afin d'être sur le même diapason.

Propos recueillis par Boudina David.

Le PASTOR...en quelques lignes

Lancé en octobre 2016, le Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral (PASTOR) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie sahel et, plus spécifiquement, du Programme indicatif national du 11^e FED. Il est financé conjointement par la Commission Européenne, l'Agence Française de Développement (AFD) et le gouvernement du Tchad. Le projet Pastor est structuré en une composante transversale « pilotage et dialogue » ainsi qu'en 3 autres composantes spécifiques à un pôle géographique du Tchad.

OBJECTIF

Promouvoir une utilisation concertée et durable des ressources pastorales au Tchad en prenant en compte les besoins des populations locales, renforçant leur résilience face aux changements climatiques en zones pastorales et agro-pastorales, créant des emplois notamment pour la jeunesse, et réduisant ainsi leur pauvreté.

ORGANISATION

Les quatre (4) composantes du programme seront mises en œuvre spécifiquement dans les provinces à haute vulnérabilité structurelle :

Composante 1- Pilotage et dialogue au niveau national (composante transversale) : Appui aux politiques publiques, renforcement des capacités de pilotage, de coordination et de suivi du Ministère de l'Elevage et des Productions animales et innovation en santé-éducation ;

Composante 2- PASTOR SUD : Développement durable de l'élevage et innovation dans la gestion apaisée des ressources agro-pastorales en zone soudanienne, dans les provinces du Mandoul et du Moyen Chari ;

Composante 3- PASTOR CENTRE : Sécurisation de l'accès aux ressources pastorales et innovation dans la gestion du foncier pastoral dans les provinces du Batha (département du Fitri) et du Guéra ;

Composante 4- PASTOR EST : Gestion durable des ressources agro-pastorales dans les zones frontalière du Tchad Oriental : Ennedi Est, Ennedi Ouest, Wadi Fira, Ouaddaï, Sila et Salamat.

Le programme concerne environ 3 400 000 ruraux, soit 40% de la population rurale au Tchad. Le maître d'œuvre de ce projet est le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales, qui agit à travers une cellule de coordination placée sous sa tutelle, et les délégations régionales de l'élevage concernées.

Ce que pensent les intervenants



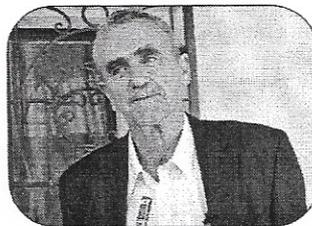
Dr Bouzabo Patchili :
 « J'ai constaté pendant les deux jours que la participation était très active. Au-delà de cet intérêt, cela dénote d'une réalité qui se résume au manque de communication entre les communicateurs et les services de l'élevage. Il y a des choses qui se passent dont les journalistes ne sont pas au courant. Le fait que les journalistes viennent des horizons diverses, est une très bonne chose. La profession est au top niveau, dans la mesure où des questions pertinentes sont posées. Cela signifie que vous avez vraiment envie d'apprendre pour aller faire une grande sensibilisation dans vos médias respectifs. Les thèmes proposés dans les termes de référence sont aussi pertinents et répondent à vos attentes. »
 - **Dr Pabamé SOUGNABE :** «



Le plus souvent on dit que l'élevage est la 2ème ou même 1ère ressource du pays après le pétrole. Et cela n'est pas évident pour tout le monde. C'est vraiment importante la demande des journalistes de comprendre l'élevage. Je salue cette initiative. Nous avons pensé dans un premier temps à faire comprendre le fonctionnement du système d'élevage d'une manière générale et les systèmes pastoraux en particulier. Parce que cela représente une part très importante du cheptel tchadien. Nous sommes partis de ce fonctionnement pour dire que l'élevage pastoral est basé sur des éléments qui sont en interaction. Et c'est l'homme qui est au centre du système. Cette compréhension de toutes ces interactions nous a conduit à appréhender les enjeux du

pastoralisme. Nous pensons que ces outils sont nécessaires pour les journalistes qui sont confrontés à chaque fois à des analyses de ces systèmes. Ceci se remarque clairement parce qu'en faisant cette demande, ils ont vraiment besoin de comprendre le fonctionnement et voir l'apport de ce système dans l'économie nationale. Les questions posées sont pertinentes et cela se reflète sur le niveau des débats. Nous déplorons le fait que le temps n'a pas suffi pour répondre à toutes les interrogations. »

- **M. Remy Courcier**
 « Les journalistes posent beau-



coup de questions. Ils sont intéressés par le sujet et n'hésitent pas à donner leur opinion. Nous sommes contents d'avoir eu l'occasion de présenter notre vision des

actions pour l'élevage pastoral. Pour ce qui est du niveau des échanges, parfois c'est plus intéressant, parfois c'est plus pertinent, parfois moins. Mais globalement on ne perd pas du temps, c'est bien. On espère que ça va continuer ! Notre vœu est de voir les journalistes nous aider à ne pas diffuser des idées fausses. Il y a beaucoup des critiques qui sont faites aux producteurs éleveurs qui ne sont justifiées. Donc, nous espérons qu'à travers cette rencontre, on aurait pu alerter les journalistes afin qu'ils puissent inviter les éleveurs quand il y aura des débats. Il faut qu'on les écoute et on les respecte ! C'est pour cette raison que nous associons beaucoup les journalistes et nous aimerions que cela s'intensifie pour comprendre par exemple ce que nous faisons au sein de la plateforme pastorale et le débat qu'on a avec les représentants des principaux groupes d'éleveurs. »

Propos recueillis par Mahamat Ousman Zourougou

Avis des participants

M. RAMADAN IDRISSE ISSA, Radio Communautaire de Mongo et Correspondant de la Radio Nationale tchadienne.

« Cet atelier d'information et de sensibilisation des journalistes et communicateurs sur l'apport du secteur de l'élevage dans l'attente des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Tchad est une occasion en or que j'attendais depuis lors. On faisait de l'amalgame sur certains mots relatifs au Pastoralisme. Mais pendant ces deux jours d'atelier, j'ai vraiment eu l'occasion de chercher pour avoir des connaissances. Heureusement ! L'organisation de cet atelier par le PASTOR est une occasion aussi pour moi d'avoir certaines connaissances, notions en vue de les mettre en pratique sur le terrain. »

M. ALLAKO-AS MANDI-BAYE, journaliste producteur à la Radio Sarh et correspondant du Quotidien Le Progrès.

« Je trouve que cet atelier

d'information et de sensibilisation des journalistes et communicateurs sur l'apport du secteur de l'élevage dans l'attente des Objectifs du Développement Durable (ODD) au Tchad est très important parce que nous journalistes, de fois nous ne cernons pas certains termes techniques et certaines pratiques liées à l'élevage qui se passent dans le secteur de l'élevage et nous diffusion des informations qui sont parfois erronées, donc avec cet atelier je suppose que nous avons eu des outils nécessaires et nous pouvons faire des articles assez poignants et denses pour pouvoir montrer au public quel est vraiment l'apport de l'élevage dans le développement. Tout le monde fait l'élevage. Alors que généralement nous nous contentons seulement de parler de l'élevage des Bovins de l'élevage des pasteurs, alors que même si on est Fonctionnaire ou Agriculteur, on peut faire l'élevage. Donc c'est un atelier qui ouvre grandement l'esprit des journalistes sur beaucoup de choses à faire dans l'élevage. Je tiens vrai-

ment à saluer cette initiative de Réseau des Journalistes pour l'Humanitaire et le Développement durable au Tchad (R.J.H.D.T). »

Mme MONE LAOTAYE MARIE ROSE, journaliste à la Radio Mandela FM,

« Cet atelier était merveilleux. Car c'était une occasion d'échanger avec les techniciens de l'élevage et ceux de PASTOR. Nous sommes édifés sur beaucoup de choses, avons eu beaucoup d'informations. Et cela nous a permis aussi entre nous Journalistes et Communicateurs de bénéficier de ces thèmes traités par les techniciens du PASTOR et du ministère de l'élevage. Je remercie ceux qui ont initié et financé cet atelier très bénéfique pour nous. »

Mlle REMADJI VICTORIA, journaliste à la Radio FM Oxygène

« Je pense que cet atelier est d'une importance capitale pour moi. Puisque nous savons tous que le secteur de l'élevage génère assez des revenus à l'Etat tchadien. Cet atelier me permettra, vu les

connaissances acquises d'aller relayer ces connaissances pour permettre à ce secteur de se développer d'avantage. »

M. Michael Ngomdjita, journaliste à la Radio FM Kadaye de Bol

« Je voudrais tout d'abord remercier le partenaire PASTOR à travers le Réseau des Journalistes pour l'Humanitaire et le Développement durable au Tchad (RJHDT). Je voudrais vraiment aussi exprimer ma joie face à cette circonstance puisque ce sont des choses que nous ignorons. Au regard de tout ce qui a été débattu à travers les différentes présentations, on a longuement mis l'accent sur la pratique de l'élevage au Tchad. Les différents systèmes de l'élevage pratiqués au Tchad et en particulier les piliers et la commercialisation. Donc, c'est pour moi un atout et un renforcement de capacités de connaître le système d'élevage au Tchad. »

Propos recueillis par Brahim Tom Habib

L'élevage en zone Soudanienne:

Un fardeau pour son homme

Le surpâturage, la menace des aires de pâturage par les feux de brousse, l'insuffisance des points d'eau, les maladies animales et les charges familiales sont autant de difficultés que rencontrent les éleveurs dans la sous-préfecture de Balimba, province du Moyen Chari. Du coup, ces éleveurs supportent difficilement le poids de l'élevage qui se développe dans ces enclaves agricoles avec une destruction de la mobilité des troupeaux.

Dans la sous-préfecture de Balimba, il y a 24 ferricks qui gravitent autour du village des éleveurs sédentaires nommé Albir, situé à environ 12 km au sud-ouest de Balimba. Selon M. Goni Alkassim Alhabib, un des éleveurs de Albir, l'augmentation du nombre de bétail, celle des surfaces culturales et les feux de brousse ne favorisent pas l'épanouissement des éleveurs. En certaines périodes (mars-avril-mai), dit-il, nous sommes obligés de vendre quelques têtes de bœufs pour acheter des tourteaux ou des foin pour notre bétail qui n'arrive plus à trouver à manger en brousse. Et avec la chute du prix des bœufs due à la fermeture des frontières Tchado-RCA et Tchado-Nigériane, il faut, chaque année, vendre 2 à 3 bœufs pour pouvoir acheter leurs aliments complémentaires. « Vendre les bœufs pour nourrir les bœufs constitue un manque à gagner pour nous éleveurs » se lamente-t-il.

Aussi, ajoute-t-il, pour se soigner et soigner leur bétail en cas de maladie, il faut encore vendre soit des chèvres, des moutons ou des bœufs, selon la gravité de la maladie. Par manque de centre de santé et des agents vétérinaires, ils font le déplacement de Balimba ou de Sarh pour se soigner ou soit faire appel à un

vétérinaire afin de venir soigner leurs bœufs. Ceci a un coût parfois très élevé pour eux dans certaines circonstances.

Quant aux autres produits de l'élevage tels que le lait et le beurre qui devraient rapporter un peu d'argent aux éleveurs, M. Mourhal Attamar et Goni Alkassim Alhabib disent que leur production est minime et ne rapporte pas d'argent conséquent.

A cela, s'ajoutent les autres charges familiales telles que l'inscription des enfants dans des écoles primaires des villages environnants ou dans le collège d'enseignement général de Balimba pour ceux qui passent pour le secondaire.

Un autre problème et non des moindres que rencontrent les éleveurs de la zone de Balimba, est celui de l'eau pour abreuver le bétail. Au tarissement des marres, il est difficile d'abreuver les bœufs et autres petits ruminants. Les forages pastoraux sont rares. Et aller au fleuve Barh Kôh est un risque pour les éleveurs car la berge de ce fleuve est utilisée par les jardiniers pour les cultures irriguées. La réalisation d'un puits maçonné coûte trop cher à en croire M. Goni Alkassim Alhabib de Albir qui signifie en français « le puits », le tout premier à être

creusé sur ce lieu où venaient se désaltérer les bêtes et les personnes.

D'après Mourhal Attamar, le chef de Ferrick Ryad distant d'environ 3km de Albir, un forage maçonné leur a coûté 500.000 F Cfa. Mais à certaines périodes où les besoins en eau sont grands, ce puits tari. Heureusement, une ONG leur a construit un puits à motricité humaine qui allège un peu leurs peines. Même chose à Albir où la cotisation des éleveurs a permis d'installer une pompe à motricité humaine à la grande satisfaction de tous.

D'après M. Goni Alkassim Alhabib de Albir et Mourhal Attamar du Ferrick Ryad, la plupart des éleveurs des Ferricks de la sous-préfecture de Balimba pratiquent aussi l'agriculture qui leur permet d'avoir leurs propres produits vivriers. Certains d'entre eux vendent leurs céréales pour subvenir aux besoins élémentaires de la famille. Pour les éleveurs de la sous-préfecture de Balimba, la pratique de l'élevage et de l'agriculture nécessite de nos jours beaucoup de courage et d'abnégation.

Allako-as Mandibaye,
Radio Sarh

Marchés de bétail de Roro et Peni :

Poumons économiques du Moyen Chari et Mandoul

« Sans Roro, le Lac Iro serait mort économiquement », avoue le maire de la commune de Roro, M. Abdel-Aziz Moussa Wadja pour parler de l'importance de ce marché. « C'est Roro qui donne une bouffée d'oxygène au département du Lac Iro » renchérit le préfet M. Adoum Haroun Mahamat.

Bourgade située au Nord Est de Kyabé, chef-lieu du département de Lac Iro, la sous-préfecture de Roro abrite un marché hebdomadaire de bétail.

Marché de bétail très attractif

Le marché de bétail de Roro accueille les commerçants qui viennent de partout, du Tchad et de certains pays voisins. Ce sont des milliers de têtes de bœufs et de moutons qui se retrouvent dans l'enclos chaque semaine. Environ 600 et 1000 bœufs sont vendus chaque samedi. Ce qui rapporte 3 à 4.000.000 de francs CFA par semaine et environ 10 à 15.000.000 par mois au trésor départemental de Lac Iro. Car, par tête de bœuf vendu, une taxe de 3500 F CFA est versée au Trésor public. Sans compter les moutons. A des périodes propices qui correspondent à la descente des éleveurs, par exemple octobre, novembre et décembre, le marché à bétail de Roro est encore plus attractif. Avant la conjoncture économique et les conflits en République Centrafricaine (RCA) et au Nigeria, le marché de bétail de Roro rapportait dans l'ordre de 30 à 40 millions de francs CFA par mois.

Marché de bétail de Peni

A Peni, dans la région du Mandoul, il existe aussi un grand marché de bétail. A l'exemple de Roro dans le Moyen Chari, Peni se trouve être le poumon de l'économie du Mandoul.

Créé en 2010, le marché de bétail de Peni est le plus grand marché de la région du Mandoul et l'un des grands marchés du Pays. Il enregistre hebdomadairement (chaque mardi) des milliers de têtes de bœufs dont la majorité est vendue. D'après le gouverneur du Mandoul, Mme Lucie Beassemda, c'est le marché de Peni qui renfloue le trésor régional du Mandoul à hauteur de 20 à 30 millions de francs CFA. Malheureusement, dit-elle la bancarisation des recettes fait que toutes les recettes sont déposées dans le compte bancaire. Ceci, dit Mme le gouverneur, pose un sérieux problème qui freine les actions. « Nous n'avons pas de moyens financiers à notre portée pour mener certaines actions du fait que les recettes sont systématiquement bancarisées » regrette-t-elle. Selon le chef de canton de Peni, M. Allaramadji Dougous Kimto-Rongar, Peni vit grâce à son marché de bétail. « Grâce au marché de bétail, le canton Peni trouve un peu d'argent dans sa

caisse » renseigne le chef de canton.

Mauvaise gestion

Le marché de bétail de Peni est quelques fois mal géré en ce sens que certaines personnes influentes vivant à N'Djaména et à Koumra veulent avoir la main mise en positionnant les leurs dans le comité de gestion. Situation assez conflictuelle qui freine, de temps à autre, le bon fonctionnement de ce marché à bétail. A l'issue d'une assemblée générale, un nouveau comité de gestion est mis sur pied et les secrétaires généraux du marché ont été remplacés.

Peni en quelques mots

Situé à 35 kilomètres de la ville de Koumra

sur la route qui mène à Doba, le canton Pénî compte 500 mille habitants, répartis dans 44 villages et deux ferricks. Un plan topographique du canton renseigne d'avantage. Le chef de canton M. Allaramadji Dougous Kimto-Rongar souhaite que Pénî ait un hôpital de district pour sauver la vie de tous ceux qui, en venant au marché, tombent malade ou connaissent des accidents de circulation. Le marché de Pénî est impressionnant en termes du nombre de personnes qui le fréquentent et en terme d'économie qu'il génère chaque semaine.

Allako-as Mandibaye, Radio Sarh

Guera :

L'élevage génère 30 millions F CFA à l'Etat chaque mois

Dans la province du Guera, les éleveurs sont organisés en une fédération qui regroupe en son sein plusieurs unions. La fédération s'efforce des années à faire entendre la voix des éleveurs. Mais peu de résultats sont obtenus confie le président de la fédération, M. Mahamat Chaltout.

Il est presque impossible de le rater quand il s'agit d'aborder le sujet des éleveurs dans le Guera. C'est en 2003 que l'histoire a commencé pour Mahamat Chaltout qui a fondé avec quelques compagnons l'Union des éleveurs nomades du Guera. En 2011, plusieurs unions ont fondé une fédération. « Nous avons constaté que les éleveurs sont peu soutenus. On se préoccupe peu de leur sort », affirme le président pour justifier les mobiles de leur engagement. Pour ce faire, la fédération sensibilise au quotidien ses adhérents. La scolarisation des enfants vient en tête de préoccupation, mais ce n'est pas le seul sujet renseigne Mahamat Chaltout. « Notre message est aussi tourné vers la rétention des animaux pour éviter la dévastation des champs qui engendrent des conflits. C'est ça qui conditionne le vivre-semble » précise-t-il.

Selon lui, les éleveurs comprennent peu de choses sur leurs droits. Pourtant ils doivent jour des mêmes droits que les autres tchadiens. Qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, de l'eau ou de la santé des animaux, des structures ambulantes adaptées sont nécessaires ajoute-t-il, afin d'accompagner les éleveurs

quand ils se déplacent. Pour lui, l'Etat doit plus aux éleveurs dont la place est primordiale dans l'économie locale : « Au marché de bétail de Mongo, ce sont plus de 1 000 têtes de bœufs qui se vendent chaque mercredi, ce qui génère par semaine 3 millions F CFA. Même chose à Amkharrouba et à Bitkine. Ce qui fait qu'en moyenne nous générons à l'Etat des recettes dans l'ordre de 30 millions seulement dans les chefs-lieux des départements. » Aucune autre ressource, à part le coton ne génère autant de recettes avance celui qui reste dubitatif quant à l'apport des projets et programmes en cours dans la province. « A part la vaccination de 2017 et 2018, nous n'avons rien vu de concret, en dehors des missions qui ne finissent pas. » Il souhaite voir la question des éleveurs prise suffisamment au sérieux. Ce qui le tient à cœur dans l'immédiat depuis des mois, est la construction des enclos à Mongo où plusieurs demandes sont envoyées mais sans réponse, regrette-t-il.

Ramadan Idriss Issa,
Radio communautaire de Mongo

هارون موسى في مكاشفة صريحة: وسائل الإعلام شريك أساسي في تنمية قطاع الثروة الحيوانية

كل الأنشطة المخطط لها. وفي الشمال الشرقي الذي يضم وادي فيرا وإيندي الشرقية وإيندي الغربية فقد تم التوقيع على العقد بتاريخ 16 نوفمبر 2018م وهم الآن في طور اختيار الفرق العملية.

إذا ما هي خطواتكم المستقبلية؟

خطواتنا المستقبلية هي ضمان المتابعة الدورية لما يقوم به هؤلاء المشغلون وهذه إحدى الرهانات لأن العمل الناجح يتطلب النوعية الجيدة وامكانية التقدير

ما هي الدروس المستفادة من هذه المسيرة؟

نحن في حالة ابتكار لم يسبق لمشروع تحت وصاية وزارة الثروة الحيوانية وتقوم بتنفيذه منظمات غير حكومية وهذا الأمر فريد من نوعه لم أقصد أن مثل هذا الأمر غير موجود في باقي الوزارات، والمشكلة هي العثور على مشغل يضمن تنفيذ المهام لأننا تلقينا اقتراحات وقمنا بتحليلها. وقمنا عدة مرات بإعادة إطلاق العطاء لتلقي المزيد من الاقتراحات وقد تلقينا اقتراحات إضافية وحللناها لأن لدينا لجنة ترأسها الجهة المخولة بالصرف على المستوى الوطني وهي وزارة التخطيط وفي نهاية المطاف علمنا أن المقترحات التي تلقيناها لا تتوافق ولا تضمن التنفيذ الناجح للأنشطة وبالتالي فقد قررنا مرغمين بداية الإجراءات من جديد وكان هذا أمراً شديداً الصعبة لنا ولكن لحسن حظنا فقد نجحنا وكل ما كان مخطط له كميزانية مساهمة من قبل المانحين حصلنا عليه بالكامل.

إذا هل تنتظرون أن تواكبكم وسائل الإعلام في خطواتكم المقبلة؟

لن نستمر في دعوة وسائل الإعلام لتغطية الأنشطة فقط. ثم نقول لهم أحياناً نحن غير راضين لأنه في هذه العجالة لن يتقنوا المصطلحات ولا يعرفون السياق وهم يقولون أموراً لا يتوجب عليهم قولها.

وبالتالي إذا اشتركوا بالأحرى في نقاشات هيكلية كما نحن في طور التفكير فيه، فإنه يجب أن نحاول الجلوس سوياً لعقد جلسات تفكيرية هيكلية بشكل منظم لتسمح لنا بفهم الظاهرة الذي تميز الثروة الحيوانية وسنكون على نفس الدرجة من الفهم.

أجرى الحوار/ بولينا دافيد

أعدّه بالعربية / محمد عمر إدريس

التنمية الفرنسية وتم توقيع الاتفاقيتين في نهاية العام 2015م وفيما يخص مسيرة البرنامج أستطيع القول أننا في منتصف المدة. ولكن يتبقى علينا الكثير لعله. لقد انتهينا لتونا من توقيع العقود مع المشغلين الاقتصاديين الذين وقع عليهم الاختيار من أجل تنفيذ المشروع. ويجب علي أن أقول أن شروط العقود المنصوص عليها في اتفاقيات التمويل تشترط أن الأعمال الميدانية لا بد أن يقوم بها تجمع من المنظمات غير الحكومية والذين يقع عليهم الاختيار بعد مناقصات وفي سياق آخر نتحدث عن عطاءات دولية، وعلى إثر توقيع عقد التشغيل فإنهم يكفون بتنفيذ الأعمال الميدانية. إذا عندما أقول منتصف المدة لأنه منطقياً فإن المشروع مدته خمسة سنوات. ولكن فيما يتعلق بالمشاريع فقد قررنا مدة عملية فعالة من أجل تنفيذ برنامج ناجح تمتد من 44 إلى 48 شهر وحتى الآن فإن المشاريع الأربعة التي تم التعاقد عليها والتي تساهم في تنفيذ البرنامج بصورة عامة تدخل في هذه المدة إذا فإن لدينا الوقت الكافي اللازم لتحقيق أهدافنا.

ما هو مستوى تنفيذ الأنشطة المحددة؟

أكرر فإن تنفيذ المشاريع ميدانياً أوكل إلى تجمع من المنظمات الغير حكومية وتبدأ أنشطتها منذ التوقيع على العقد، ومشروع الجنوب كما سمعتم من يتحدث عن مشروع باستور في الجنوب وهناك تجمع من المنظمات الغير حكومية الذين حصلوا على دعم مؤرخ في أكتوبر عام 2017م ومنذ ذلك التاريخ نبدأ العد حتى 46 شهراً لتنفيذ العقد وفي يومنا هذا هم في الميدان لأنهم قد بدأوا منذ مدة، وكل ما يتعلق بالهندسة الاجتماعية تم أخذه في الاعتبار، وقد أتخذوا خطوات متقدمة في مجال تحديد المواقع لأنه لا بد من القيام بأعمال هيدرولوجية، وعليهم ترقية كفاءات الفاعلين ونحن نقف عند هذه النقطة حالياً في هذه المرحلة من تحديد المواقع وقد لقنا انتباه القائمين على العمل لهذا الأمر لأن هذا يتطلب أن يكون العمل بشكل دقيق حتى لا يشكل هذا الأمر أي مشكلة.

هنا هو أن تأتي بحلول لهذه المشاكل ولكن طريقنا لا يجب أن توقع الناس في هذه المشاكل. أما في الوسط فقد تم توقيع العقد في يونيو 2018م ومنذ أربعة أشهر تم تشكيل الفريق (مشرقيين - منسقين) باختصار فإن الفريق الميداني هم في مواقع العمل وقد بدأوا تحديد الوضع في المنطقة من أجل تحديد الأعمال التي يجب القيام بها.

في منطقة الشرق أطلقنا للتو أيضاً مشروع الجنوب الشرقي الذي يغطي إقليم وادي وسلامات وسيلاً وذلك في السادس من ديسمبر ولديه أيضاً 44 شهراً بدأ من ذلك التاريخ من أجل الانتهاء من



في هذا الحوار يقوم السيد هارون موسى منسق برنامج دعم إعادة هيكلة التنمية الرعوية (باستور) بإعطاء تقييم منتصف المدة يعد فيه الأنشطة التي قام بها المشروع ويستشرّف المستقبل. حاثاً الصحفيين ورجال الإعلام على توليف أنفسهم مع معطيات المنظومة الرعوية حتى يتمكنوا من اخبار الجمهور بكل موضوعية من أجل اسعاد التشابيين ورفاهية البلاد.

ما هو تحليلكم لما تقوم به الصحافة في قطاع التنمية الرعوية؟

نحن نعتبر الصحافة ووسائل الإعلام شركاء فاعلين في عمليات التنمية بشكل عام وتنمية الثروة الحيوانية على وجه الخصوص ونعني بالشريك الفاعل أنهم يقومون بنقل الرسائل أياً كانت رسائل تنظيمية للقطاع أو رسائل فنية تبعها الجهات المؤسسة كوزارة الثروة الحيوانية.

بعد هذه الورشة ماذا تنتظرون من الصحفيين لمعالجة الصعوبات التي تكتنف عمل القطاع؟

لن أقول لكم أنني أنتظر تعيبتكم على شكل تغطيات إعلامية بسيطة نريد أن نعمل سوياً مع هذه الشريحة من الفاعلين الذين يمررون الرسائل التي تسهم في تحويل القطاع إلى ما هو أبعد من إعطاء القيمة لقطاع الثروة الحيوانية ومساهمته الفاعلة مع وسائل الإعلام لن تكون إلا داعمة لهم.

متى تم إطلاق برنامج (باستور)؟ وحدتنا عن مسيرته منذ ذلك الوقت؟

بدأ البرنامج أعماله منذ توقيع اتفاقية التمويل وأنتهز هذه الفرصة لأذكر بأن البرنامج يستفيد من تمويل مزدوج من قبل الاتحاد الأوروبي ووكالة

الإفتاحية

الرعي في تشاد أسلوب حياة أم وسيلة إنتاج ... التوازن المفقود

قطاع الثروة الحيوانية كان ولا زال عمادا أساسيا ورافدا من روافد الاقتصاد في تشاد قبيل الطفرة النفطية كانت الماشية الحية والحاصلات الزراعية هما العماد الاساسي لصادرات البلاد وبعد دخول تشاد قائمة الدول المصدرة للنفط في أكتوبر من العام 2003م حافظ قطاع

الصحفيين أهل الاختصاص ورجال الميدان.

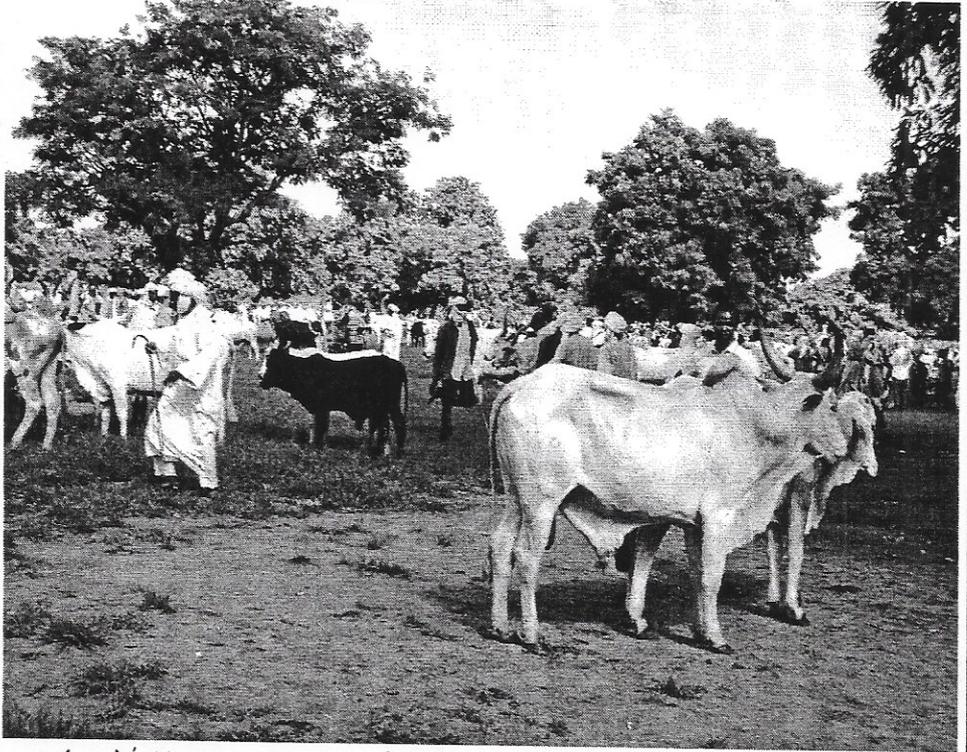
البادرة جاءت من قبل شبكة الصحفيين التشاديين من أجل العمل الإنساني والتنمية المستدامة (RJHDT) والتنظيم تكفل به برنامج دعم إعادة هيكلة التنمية في القطاع الرعوي (PASTOR). وأكثر ما شذني من تلك النقاشات هو التوازن المفقود في عملية الرعي المتنقل من حيث كونها أسلوب حياة اعتاد عليه الرعاة الرحل وما ينتظره الاقتصاد من الرعي كوسيلة للإنتاج ودعم الاقتصاد.

ومن المسلم به إن طريقة الرعي الحالية لا تحقق الاستفادة القصوى من مقدرات البلاد وثروتها من الماشية والتي بلغت حسب التعداد الأخير 94 مليون رأس. ورغم كل ذلك فإن تشاد لا تصدر الألبان ولا مشتقاتها كالأجبان والزبدة بل على العكس فإن تشاد تستورد كميات كثيرة من الألبان المجففة والزبدة

الألبان ومشتقاتها لكن هذا الخيار رقم تبنيه من قبل الدولة لم يشهد أي تطور يذكر منذ العام 2010م وانشصر في بعض المزارع الخاص حوالي العاصمة ويقبض المشاريع الحكومية الكبرى ملك سر ولم تر النور بعد واقصد مزرعتي مانليا للألبان وكندل للدواجن ومسلخ الجرمي ومسلخ مونرو. ولتحقيق التوازن المطلوب والحفاظ على الرعي كأسلوب حياة وقيم لا يجب اقتلاعها من الجذور أو تغييرها على المدى القصير فلا بد من الموازنة بين أسلوب الرعي المتنقل والمعروف شعبيا بالمرحال وأسلوب المزارع الثابتة فلا بد من اعتماد استراتيجية المراحل بحيث يكون الرعي المتنقل المرحلة الأولى في سلسلة الإنتاج ويؤخذ نتاجه إلى مرحلة وسيطة يتم تسمين الماشية فيها قبل المرحلة النهائية وهي المسالخ المخصصة للتصدير والتجميد.

وللاسف فإن ضعف الإنتاجية ليس العلة الوحيدة في هذا القطاع فقد تعرف المشاركون في الورشة الأخبارية على مشاكل جمه يتطلب الأمر إيجاد حلول ملائمة لها إذا ما أريد للثروة الحيوانية أن تستعيد دورها الرائد وتساهم بكل ثقلها في مسيرة التنمية ومشوار الألف ميل لتحقيق أهداف التنمية المستدامة فالقطع غير مسموح فتشاد لم تكن بالفعل على الموعد في العام 2015م عداة انتهاء الأفق الزمني لأهداف الألفية للتنمية التي أطلقتها الأمم المتحدة مطلع الألفية الجديدة لمساعدة الدول النامية على تحقيق التنمية .

قضية الصراعات بين المزارعين والرعاة أخذت نصيبها من البحث والنقاش في جلسات الورشة وعلى الأخص ظاهرة الرعاة الجدد اصحاب الزاي الكاكي ويفعل عوامل التغير المناخي اضطر الرعاة شيئا فشيئا للإقامة والامستيطان في أماكن الرعي فكانت إقامتهم شرا مستطيرا وأضحى ارتحالهم خيرا من اقامتهم . وهذه الحقيقة بالذات أصر عليها المحاضرون فقد أثبتوا بالأدلة أن الرعي المتنقل لا يؤدي إلى تدهور البيئة بل على النقيض فإن الرعي يسهم ويكفاءة في الحفاظ على الغطاء



والأجبان بل إن أسعار اللحوم الحمراء في تشاد أعلى الأخضر . بكثير من أسعارها في دول الجوار التي تستورد اللحم من تشاد في الأصل!!.

والخلاصة نحن لا نستفيد من ثروتنا الحيوانية بسبب بدائية ممارسة الرعي ومحدودية قدرات الحفظ والتخزين والتبريد لدرجة أن الرعاة يرمون الألبان في البطحاء في موسم الخريف لأنها فائضة عن احتياجاتهم ولا يمكن الحفاظ عليها في الضرع والبعض الآخر من الرعاة المزارعين يستخدمون اللبن الرايب لقتل الحشرات!.

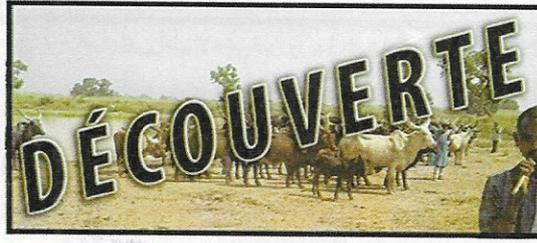
ومن المسلم به أيضا أن الوسيلة الناجعة للاستثمار في قطاع الإنتاج الحيواني هي التربية المكثفة عبر إنشاء مزارع كبيرة لتربية وتسمين الماشية و رعايتها والحصول على الإنتاج الوفير سواء من اللحم أو

الثروة الحيوانية منذ ذلك التاريخ على المركز الثاني في سجل الصادرات بعد البترول محققا ما معدله 134 مليار فرنك سيفا من العائدات سنويا وهذا نصيب الخزنة العامة فقط أما ما يمثله القطاع في الناتج المحلي فأكثر من ذلك بكثير.

لكن التحديات التي تواجه قطاع الثروة الحيوانيات تحديات جمه تقف عائقا أمام تحقيق الاستفادة المثلى منه وفي الجانب الآخر فإن هناك فرص واعدة أمام هذا القطاع تجعله أقرب للقطاعات إذا ما تمت إدارة الأمور برشد وكفاءة لتحقيق ما يخصه من أهداف التنمية المستدامة (ODD) حتى قبل العام 2030م بكثير.

كل تلك المواضيع الانفة الذكر كانت مثار نقاش وتحليل في ملتقى كان الأول من نوعه جمع من ناحية خبراء و فنيي الثروة الحيوانية ومن ناحية أخرى

المحررون



نشرة إخبارية تحليلية تصدرها شبكة الصحفيين التشاديين من أجل العمل الإنساني والتنمية المستدامة (RIHDT) عدد خاص يناير 2019م بورع مجانا

في ورشة إخبارية هي الأولى من نوعها:

(باستور) يجمع الصحفيين حول مائدة الثروة الحيوانية وأهداف التنمية المستدامة



مؤثر لا يمكن الاستغناء عنه في مجال توعية وتثقيف العاصمة أعمال ورشة الأخبار والتوعية حول مساهمة الثروة الحيوانية في تحقيق أهداف التنمية المستدامة والتي نظمها برنامج دعم إعادة هيكلة التنمية الرعوية (باستور) لفائدة 40 صحفيا اعضاء في شبكة الصحفيين التشاديين من أجل العمل الإنساني والتنمية المستدامة (26-27 ديسمبر 2018م، وترأس حفل الافتتاح الأمين العام النائب لوزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني ممثلا لسعادة الوزير المرتبط مسبقا

الجدير بالذكر أن الصحفيين المشاركين في الورشة جاؤوا من 10 أقاليم معروفة بتواجد الثروة الحيوانية فيها إلى جانب زملائهم الذين يمثلون الإعلام العام والخاص من صحف وإذاعات ومحطات تلفزة إضافة إلى أربعة من مواقع الإعلام الجديد وأحد المونين المستقلين .

الصحف التي تميزت بالمشاركة الواسعة وتركت وراءها أصداها واسعة في الوسط الإعلامي مجددا العزم على توسيع دائرة القطاعات التي ستمثلها أنشطة الشبكة في الفترة المقبلة.

من ناحيته عرف السيد هارون موسى منسق برنامج (باستور) ببرنامج الذي تمتد نشاطاته إلى 10 أقاليم تغطي الحدود الشرقية والجنوبية للبلاد إضافة إلى منطقتي القفري وقيرا وتبلغ مدة البرنامج 5سنوات ويقوم البرنامج بإنشاء اسواق حديثة لبيع الماشية وتنظيم القطاء دون إغفال الجانب

التشريعي والعمل مع جميع الفاعلين من أجل تنظيم أفضل واداء أكثر فاعلية بما يحقق الفائدة المرجوة.

أما المدير العام النائب لوزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني الدكتور موللي فقد وعد بأن لا تكون هذه الورشة هي آخر المطاف في التعاون مع الصحفيين مستطرد بأن في الجعبة مواعد أخرى ومواضيع ستم مناقشتها مع الصحفيين وحدد قانون الرعي الذي سيطرح قريبا على النواب للتصويت عليه مذكرا بأهمية الصحفيين كناقل للمعلومات

احتضنت قرية مارا التي تقع إداريا في الدائرة الأولى من العاصمة أعمال ورشة الأخبار والتوعية حول مساهمة الثروة الحيوانية في تحقيق أهداف التنمية المستدامة والتي نظمها برنامج دعم إعادة هيكلة التنمية الرعوية (باستور) لفائدة 40 صحفيا اعضاء في شبكة الصحفيين التشاديين من أجل العمل الإنساني والتنمية المستدامة (26-27 ديسمبر 2018م، وترأس حفل الافتتاح الأمين العام النائب لوزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني ممثلا لسعادة الوزير المرتبط مسبقا

في كلمته في حفل افتتاح ذكر رئيس شبكة الصحفيين التشاديين من أجل العمل الإنساني والتنمية المستدامة جبريل نوح الوالي بأهمية هذه الورشة الإخبارية نظرا لما يمثلته قطاع الثروة الحيوانية من أهمية داخل النسيج الاقتصادي والاجتماعي ودور الثروة الحيوانية ومساهمتها في تحقيق أهداف التنمية المستدامة بحلول العام 2030م . وعدد السيد الوالي الأنشطة المتعددة التي انجزتها الشبكة في الأونة الأخيرة لاسيما تنظيمها الناجح لجائزة أكسافم للتميز

